

## **PRÉSENTATION**

### **POUR UNE LECTURE RÉALISTE DES FORMES NON CONVENTIONNELLES D'ACTION POLITIQUE**

*“La rébellion la plus élémentaire exprime,  
paradoxalement, l’aspiration à un ordre”.*  
A. Camus, *L’homme révolté*.

Au crépuscule de l’Ancien Régime, les Français ne lisent pas *Le contrat social* mais toutes sortes d’œuvres obscènes et séditeuses, rédigées par des “*Rousseau des ruisseaux*”<sup>1</sup> éditées en Suisse et vendues sous le manteau. Le best-seller de l’époque, *Les fastes de Louis XV* prétend décrire la vie sexuelle du roi : “*ses agents lui procurent des jeunes filles pour son harem, venues des quatre coins du royaume : il en consomme deux par semaine puis les met à la retraite dès qu’elles ont cessé d’exciter son appétit rassasié*”, le véritable despote de la France serait Madame du Barry, “*la maîtresse du roi apparaît toujours dans des poses extravagantes, caressant Zamore, son serviteur noir,*

---

1. Selon un qualificatif appliqué à Restif de La Bretonne repris par Darnton (R.), *Bohème littéraire et révolution. Le monde des livres au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hautes Études, Gallimard-Le Seuil, 1983, p. 32. On conviendra avec R. Darnton que “*pour grotesque, inexacte et simpliste qu’elle soit, cette version des nouvelles politiques ne doit pas être écartée comme simplement mythique, car la fabrication et la destruction de mythes se sont avérées des forces puissantes dans les dernières années d’un régime qui, absolu en théorie, était en fait de plus en plus vulnérable aux variations capricieuses de l’opinion*” (p. 30). B. Baczczo déplore le dédain dont font preuve les historiens de la Révolution à l’égard de la rumeur in *Comment sortir de la Terreur, Thermidor et Révolution*, Gallimard, 1989, p. 170. Sur la politisation de la culture populaire : Chartier (R.), *Les origines culturelles de la Révolution Française*, Paris, Seuil, 1990.

*flagellant une dame d'atours...*"<sup>2</sup>. Si l'on ne peut prétendre mesurer l'efficacité réelle des libelles qui alimentent ainsi la rumeur publique, ceux-ci ont sans doute pu contribuer à saper l'autorité du pouvoir monarchique. Or, ces formes amplement méconnues — par la sociologie politique — de subversion comme d'autres activités politiques non conventionnelles ne semblent ni archaïques, ni exotiques même si elles prennent des formes extrêmement diversifiées.

L'action politique non conventionnelle peut en effet être collective (mouvements sociaux, révolutions, insurrections, rumeurs...) ou isolée (refus de décorations, grève de la faim, insoumission aux injonctions de l'État : armée, police, justice, fisc) violente et/ou symbolique (rapt, commandos régionalistes, écologistes, anti-avortements, vendettas, destruction de symboles politiques : cartes d'électeur, drapeaux...) mais aussi non violente (la désobéissance civile, les *sit-in*, les marches...), préméditée (attentats politiques, lobbying...) ou spontanée (lynchages, barricades, vandalisme, grèves sauvages...), légale (mouvement rap, dérision politique) ou illégale voire illégitime (tags, groupes rock incitant à la haine raciale...) ; enfin, ces entrepreneurs politiques particuliers se recrutent par le bas (formes populaires de résistance au politique) comme par le haut de l'échelle sociale (intellectuels et artistes engagés). Un point commun à l'ensemble de ces relations politiques plus ou moins irrespectueuses des règles du jeu politique semble être la non-médiation des acteurs et institutions politiques de la "*démocratie représentative*" : ce sont des actions directes<sup>3</sup>. Il semble ainsi se dessiner, à l'échelle mondiale, un mouvement d'ensemble protéiforme pour une participation directe des profanes aux débats, aux décisions et aux fonctions politiques.

Ces formes non conventionnelles de l'action politique demeurent en France des objets négligés de la sociologie politique. Les fondements de ce désintérêt scientifique sont multiples. C'est notamment en raison d'une histoire sociale de la discipline marquée par des difficultés à s'affranchir des prescriptions implicites de l'autorité tutélaire des facultés de Droit<sup>4</sup> que la science politique

2. Darnton (R.), *op. cit.*, p. 169.

3. Notre équipe reprend ici une réflexion collective engagée au moins vingt ans plus tôt au CURAPP. Pour J. Chevallier, en 1978, "*les luttes non/anti-institutionnelles, ou « autonomes » (qui) se présentent comme des actions directes, rompant avec les formes classiques de revendications adoptées par les organisations politiques et syndicales, et homologuées par le système*" in CURAPP, *Centre, périphérie, territoire*, Paris, PUF, 1978, p. 29. Cette investigation s'est notamment poursuivie dans CURAPP, *L'institution*, Paris, PUF, 1981 et dans CURAPP, *Désordre(s)*, Paris, PUF, 1997. Chevallier (J.), *Institutions politiques*, Paris, LGDJ, 1996. Voir Memmi (D.), "L'engagement politique", dans Grawitz (M.), Leca (D.), *dirs, Traité de science politique*, PUF, 1985, tome 3, p. 361.

4. Cette proximité au Droit n'explique pas tout. Pour rendre compte du "*silence des sciences sociales*" sur les mouvements sociaux, E. Neveu évoque d'autres traditions académiques : "*faible investissement explicite de la sociologie durkheimienne sur le politique, importation modeste et tardive des apports de l'école de Chicago, provincialisme intellectuel...*" in *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, p. 33. Les auteurs du

française résiste à s'emparer d'objets par trop éloignés des conceptions juridiques, libérales et finalement "raisonnables"<sup>5</sup> du politique, bref, de la prégnance de cette vieille philosophie politique que récusait Durkheim<sup>6</sup>. De ce point de vue, l'optimisme de Joseph Schumpeter peut surprendre : "Je crois, indiquait-il en 1942, que la plupart des adeptes de la science politique en sont désormais venus à accepter les critiques dirigées au cours du chapitre précédent contre la doctrine classique de la démocratie"<sup>7</sup>. Pour Dominique Memmi, l'absence de travaux sur l'action politique non conventionnelle s'explique notamment par sa non-conformité à l'idéal démocratique de la participation politique<sup>8</sup>. Remarquons, en effet, avec Olivier Fillieule que "fortement marquée par le droit, dont elle est issue, la science politique ne pouvait sans grand mal prendre comme objet d'étude des comportements non explicitement reconnus par la loi, et notamment par la loi fondamentale"<sup>9</sup>. D'emblée, les terrains d'étude finalement rassemblés dans cet ouvrage collectif en témoignent : des institutions impensées ont pensé nos objets au travers d'une certaine forme d'autocensure qui, sans doute, nous a interdit les moins "conventionnelles"<sup>10</sup> ou les moins "légitimes" des actions politiques, par exemple la violence policière ou les assassinats politiques relégués au profit des *Guignols de l'info*, de l'art engagé, des comités de quartiers ou des pétitions... formes d'actions politiques somme toute moins embarrassantes tant pour le politiste que pour l'État.

Mais le droit intériorisé par le politiste ne s'est jamais contenté d'imposer au chercheur en science politique des problèmes de juristes, il continue certai-

---

(suite note 4) métier de sociologue illustrent l'artefact de la "redéfinition aveugle" des objets de la science par ses techniques d'enquête au moyen de l'exemple jugé emblématique de la sociologie politique : les "hauts-statisticiens (...) tendent à sélectionner comme objet d'étude ceux qui se prêtent le mieux à l'application des techniques indiscutées de l'enquête routinière : ainsi (...) la sociologie politique (tend à se réduire) à l'analyse du comportement électoral" : Bourdieu (P.), Chamboredon (J.-C.), Passeron (J.-C.), *Le métier de sociologue*, Paris, Minuit, 1968, p. 273.

5. M. Weber lui-même dans sa conférence sur la vocation politique préfère s'attacher à l'analyse des "moyens raisonnables" : "Dans cette causerie nous n'avons cependant pas à nous occuper de ces sortes d'organisations fondées sur la violence, mais plutôt des hommes politiques professionnels qui cherchent à parvenir au pouvoir grâce à la puissance d'un parti politique qui brigue des voix sur le marché électoral, sans jamais utiliser autre chose que des moyens raisonnables et « pacifiques »" in *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1991, p. 137.

6. Durkheim (E.), *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1990. Lacroix (B.), *Durkheim et le politique*, Paris, Presses de la FNSP et Presses de l'Université de Montréal, 1981, p. 213 et suivantes.

7. Schumpeter (J. A.), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1979 (1951), p. 354

8. Memmi (D.), art. préc., pp. 361-366. N. Mayer et P. Perrineau consignent également l'insuffisance d'étude des formes non conventionnelles d'engagement politique dans *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992.

9. Fillieule (O.), dir., *Sociologie de la protestation*, Paris, L'harmattan, 1993, p. 130.

10. En paraphrasant M. Weber on peut considérer qu'une action non conventionnelle "s'expose à une réprobation (relativement) générale et pratiquement perceptible" in *Économie et société*, Paris, Plon, 1996, p. 36.

nement à léguer des façons de penser<sup>11</sup>. Chassée par la porte des problèmes légitimes, “la doctrine classique de la démocratie” revient par la fenêtre de la problématique légitime. Les résultats de l’analyse scientifique de la participation politique ne s’inscrivant pas en phase avec l’idéal démocratique libéral du citoyen politiquement attentif, instruit et volontariste<sup>12</sup>, les formes d’expression politique non conventionnelles peuvent en quelque sorte devenir des objets scientifiques de substitution aux pratiques politiques classiques (militantisme, discussions politiques, lecture des pages politiques des journaux...). Les actions politiques sont ensuite jugées “nouvelles” de telle sorte qu’elles puissent être retraduites en terme de “mutations du militantisme”. Si l’on en croit Pascal Perrineau, “le regard de la science politique est entré dans un troisième âge (i.e. qui succéderait notamment aux analyses de Pierre Bourdieu et Daniel Gaxie, «théoriciens de l’illusion démocratique» renvoyés du côté de l’idéologie) : celui de la redécouverte de l’engagement politique mais d’un engagement politique diversifié, éclaté, d’un nouveau type”<sup>13</sup>. On laisse ainsi entendre d’évidence que l’engagement politique aurait un passé (“déclin”) ainsi qu’un avenir mais cette fois “ailleurs” (“mutations”), en dehors des formes classiques de participation politique. La cinquième partie des pré-actes d’un colloque du CEVIPOF évoquait quelques-uns de ces prétendus “nouveaux terrains” de l’engagement politique, le citoyen nouveau pourrait notamment désormais “dire son mot à la radio” ou à la télévision par la voix des profanes anonymes invités sur les plateaux<sup>14</sup> ; Gérard Grunberg y érige la réponse au sondage d’opinion comme une nouvelle forme de participation politique : le sondage d’opinion politique serait “cette voix qui se fait entendre quotidiennement”, signe du passage de la démocratie des partis à la “démocratie du public”<sup>15</sup> (organisée entre autres autour des sondages et des médias) dont Pascal Perrineau précise même qu’elle semble “dessiner le profil d’un engagement plus «soft», touchant même les citoyens apathiques mais inventant une nouvelle forme d’interactivité entre représentés et représentants où l’au-delà de la représentation ne se manifeste plus exceptionnellement mais quotidiennement”<sup>16</sup>. Cette libération de l’initiative politique individuelle serait notamment rendue possible par les progrès technologiques réalisés en matière de communication (télévision, sondages, multimédia,

11. Et, de manière liée, des savoir-faire privilégiant l’exégèse des textes à l’analyse de leur genèse et de leurs usages.

12. Pour ne citer que quelques chiffres du bilan dressé par D. Gaxie et repris par D. Memmi : moins de 4% des citoyens s’engagent activement dans une campagne électorale, 10% ont assisté à des meetings, 20 à 40% discutent occasionnellement de politique... Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978. Memmi (D.), art. préc. p. 331.

13. Perrineau (P.), “Introduction”, in *L’engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, PFNSP, 1994, p. 19 et p. 16.

14. Préactes du colloque du CEVIPOF : *L’engagement politique : déclin ou mutation ?*, volume 2, FNSP, mars 1993.

15. *Ibid.*, reprenant Manin (B.), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 892.

16. Perrineau (P.), art. préc., p. 18.

Minitel, internet...) et au travers de mutations socio-économiques lourdes (hausse du niveau culturel, société de bien-être, anomie...).

Alternativement louées ou stigmatisées, le débat sur ces actions politiques directes semble périodiquement réactualiser la vieille opposition philosophique de la “*démocratie directe*” et de la “*démocratie représentative*”<sup>17</sup>. Responsables politiques, journalistes, essayistes et universitaires peuvent regretter une dérive vers la multiplication des revendications sectorielles (la dénonciation du corporatisme, des mouvements isolationnistes freinant l'émergence d'une solidarité de classe...), le “*risque d'une surproduction d'opinion*, (d'une) *multiplication des sujets dignes d'une prise de parole publique*”<sup>18</sup> et la menace qui pèse sur les institutions représentatives régulières ou au contraire — et beaucoup plus souvent aujourd'hui — célébrer l'avènement d'un mieux-disant démocratique, soit d'une “*politique par le bas*”, d'une “*démocratie participative*”, d'une “*démocratie d'opinion*”, d'une “*post-démocratie*”, d'une “*démocratie du public*”, d'une “*démocratie continue*”, d'un “*nouvel espace public*”, d'une “*pléïstocratie*”... Ainsi, les actions politiques “*profanes*” deviennent en quelque sorte une solution à la prise de parole des exclus de la “*démocratie représentative*”. Ces actions politiques directes semblent alors offrir l'opportunité scientifique d'une remise en cause de la pertinence des analyses qui concluent à l'existence d'un champ politique différencié relativement autonome<sup>19</sup> et à son corollaire l'indifférence politique des spectateurs du jeu politique<sup>20</sup>. Seules des études de cas permettent une approche réaliste de ces phénomènes politiques qui fasse l'économie des descriptions enchantées par des philosophies politiques.

Considérer (à bon escient) les tags, les mouvements rock ou rap, l'art engagé, les conseils municipaux de jeunes, la dérision politique ou la prise de parole de citoyens anonymes à la télévision... comme des pratiques “*politiques*” “*directes*” ne devrait pas conduire à surestimer les possibilités d'une conscience, d'un discours et d'une efficacité politiques offerts aux plus démunis en déniaient précisément la réalité de la détention par les membres du champ politique du monopole “*des instruments de production des problèmes et d'opinions légitimes*”<sup>21</sup>. Le succès ou l'insuccès des actions politiques directes ne

17. Souveraineté populaire et souveraineté nationale, Alcibiade contre Péricles etc.... : Champagne (P.), “Les sondages, le vote et la démocratie”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 109, 1995, pp. 73-92.

18. Collovald (A.) et Gaïti (B.), “Des causes qui parlent...”, *Politix*, 16, 1991, pp. 7-22, p. 15.

19. Bourdieu (P.), “La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, p. 3-24. Gaxie (D.), *Les professionnels de la politique*, Paris, PUF, 1973. Gaxie (D.) et Lehingue (P.), *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, CURAPP, 1984.

20. Gaxie (D.), *Le cens caché. op. cit.* Bourdieu (P.), *La distinction*, Paris, Minuit, 1979, p. 466-542.

21. Bourdieu (P.), *La distinction, op. cit.*, p. 464.

dépendent-ils pas prioritairement et paradoxalement des représentants institutionnels les plus légitimes du champ politique ?

Dominique Memmi précise que *“la prise en compte des activités politiques non conventionnelles est doublement fructueuse pour les études sur l’engagement politique. D’abord parce qu’elles intègrent la nouveauté des comportements. Ensuite parce qu’elles obligent, par là même, la science politique à repenser son objet”*<sup>22</sup>. Parce qu’elle prétend au rang de science sociale, la sociologie politique n’épuise plus les siens dans l’exercice mondain d’une illusoire cartographie de ses objets d’études réservés. Comme toute science, riche de savoir cumulés par des chercheurs et des institutions qui se revendiquent institutionnellement de la discipline et d’ailleurs, son hypothétique définition ne serait de toutes façons recevable qu’au travers d’un accord provisoire sur les *“grandes questions”* que la discipline pose au réel. Retenons plus prosaïquement que pour Max Weber, une *“activité sociale, et tout particulièrement une activité de groupement, est orientée politiquement lorsque et tant qu’elle a pour objet d’influencer la direction d’un groupement politique, en particulier l’appropriation, l’expropriation, la redistribution ou l’affectation des pouvoirs directoriaux”*<sup>23</sup>. L’investigation sociologique de la participation politique ne semble pas devoir se réduire à la seule analyse des pratiques politiques socialement, ou pire, juridiquement labellisées comme telles. Le premier travail du chercheur devient, classiquement, l’objectivation des prises de positions sur les activités politiques non conventionnelles. Plutôt qu’un essai improbable de bilans et perspectives des études sur le sujet, on voudrait ici prendre le parti du réalisme<sup>24</sup>, selon une perspective empruntée à Schumpeter soucieux *“de faire état comme il se doit du rôle capital de l’état-major politique”*<sup>25</sup>. On peut ainsi mettre l’accent sur trois types de contraintes pesant invariablement sur toutes formes d’action politiques *“directes”*. D’abord, puisqu’il faut reconstruire la carrière sociale de la cause donc la configuration d’un espace politique et médiatique où se joue le travail croisé de (dé-)légitimation de l’entreprise politique non conventionnelle qui comprend le processus de (dé-)politisation, on insistera particulièrement sur le rôle des acteurs et institutions administratives et politiques régulières (I). Selon toute vraisemblance, l’(in-)succès de l’entreprise politique (relativement) indépendante doit ensuite beaucoup à ses ressources propres dont on peut questionner la nouveauté et le caractère résolument apolitique (II). On s’attachera enfin, à interroger la réalité des potentialités subversives de l’action politique non conventionnelle (III)<sup>26</sup>.

22. Memmi (D.), art. préc., p. 361.

23. Weber (M.), *Économie et société*, op. cit., p. 56.

24. Pour reprendre le titre de B. Lacroix, *“À contre courant. Le parti pris du réalisme”*, *Pouvoirs*, 39, 1989, pp. 117-127.

25. Schumpeter (J.), op. cit., p. 355.

26. On ne saurait trop insister sur le caractère collectif de cette présentation cent fois remodelée à laquelle tous les participants CURAPPIens du groupe de travail *“La politique ailleurs”* ont apporté leur contribution, I. Charpentier et D. Menna ayant joué un rôle déterminant dans la réalisation de ce projet collectif. Si l’auteur assume seul les lacunes et les

Mais l'investigation scientifique du monde social prescrit tout d'abord, comme le voulait Bachelard, la surveillance intellectuelle de soi. Tous les politistes sont formés, rémunérés, habilités, recrutés, promus et récompensés par l'État dont ils prétendent rendre compte. Ce cela-va-de-soi demeure rarement questionné<sup>27</sup>. Or l'État entretient avec les actions politiques centripètes des rapports inévitablement équivoques : il aspire à monopoliser l'usage de la violence physique légitime et à unifier la société<sup>28</sup> en revendiquant simultanément, suivant le prolongement durkheimien du modèle webérien proposé par Pierre Bourdieu, le monopole de la violence symbolique<sup>29</sup>. De surcroît, le seul fait que la prise en charge de ces objets soit *périodiquement* à l'initiative de *jeunes* politistes constitue une inévitable invitation à la réflexivité<sup>30</sup>. Une homologie de position pourrait bien réunir prétendants à l'Université et déclassés à l'avant-garde de la "contre-culture" qui ont en commun "la désillusion collective qui résulte du décalage structural entre les aspirations et les chances, entre l'identité sociale que le système d'enseignement semble promettre (...) et l'identité sociale qu'offre réellement, au sortir de l'école, le marché du travail"<sup>31</sup>. Dans un contexte de surproduction d'intellectuels, une origine de l'intérêt pour l'action politique subversive à l'encontre de l'État réside peut-être, même confusément, dans une certaine frustration provoquée

---

(suite note 26) erreurs de ce texte, l'équipe toute entière tient à remercier particulièrement A. Collovald, J. Chevallier, C. Haroche, P. Lehingue, G. Mauger, B. Pudal et F. Rangeon.

27. Lacroix (B.), "Ordre politique et ordre social", in Grawitz (M.) et Leca (J.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, tome 1, 1985, pp. 469-568.

28. Comme le résume J. Chevallier, "l'apparition de l'État se traduit par l'autonomisation d'une sphère politique, par l'émergence d'un lieu de pouvoir distinct et spécialisé, qui prétend incarner l'unité de la société et monopoliser l'usage de la violence" in Centre, *périphérie, territoire*, op. cit., p. 7. Les anthropologues et les historiens (par exemple P. Veyne, cf. *infra*) se rejoignent sur cette définition du politique comme une force unifiante. Cf. Lagroye (J.), "La légitimation", in Grawitz (M.) et Leca (J.), *dirs, Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t. 1, pp. 395-468, notamment p. 464.

29. P. Bourdieu qui, par M. Weber, prolonge ainsi les conclusions d'É. Durkheim (ou inversement) pour qui l'État se présente comme "un organe spécial chargé d'élaborer certaines représentations qui valent pour la société", comme "l'organe de la pensée sociale" (*Leçons de sociologie*, op. cit., resp. p. 87 et p. 113) et qui explique que "la première et principale fonction de l'État est de faire respecter les croyances, les traditions, les pratiques collectives, c'est-à-dire de défendre la conscience commune contre tous les ennemis du dedans comme du dehors" (*De la division du travail social*, Paris, PUF, 1978, pp. 50-51). Et encore : "il faut donc qu'il y ait au dessus de tous ces groupes secondaires, de toutes ces forces sociales particulières, une force égale (souveraine) plus élevée que toutes les autres et qui, par conséquent, soit capable de les contenir et de prévenir leur excès. Cette force est celle de l'État" in Durkheim (E.), *Textes*, vol. 3, Paris, Minuit, 1975, p. 177.

30. L'atelier "La politique ailleurs" dirigé par I. Charpentier à l'occasion du Vème congrès de l'AFSP à Aix-en-Provence fût l'occasion d'une stimulante discussion sur le thème de la proximité des auteurs à l'objet. Discussion à laquelle participèrent notamment I. Charpentier, P. Favre, P. Lehingue, B. Pudal, F. Sawicki et C. Traini qui prolonge la réflexion dans son article ci-joint.

31. Bourdieu (P.), "Classement, déclassé, reclassement", *Actes de la recherche en sciences sociales* 24, novembre 1978, pp. 2-22, p. 19. Sur les intellectuels frustrés : Chartier (R.), "Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVII<sup>e</sup> siècle", *Annales ESC*, mars-avril 1982.

par les difficultés opposées à l'entrée dans la carrière étatique à toute une génération moins abusée que désabusée de jeunes politistes affectés comme "tous ceux qui occupent une position inférieure et obscure à l'intérieur d'un univers prestigieux et privilégié"<sup>32</sup>. Le ressentiment pouvant entraîner diverses formes de radicalisation, l'écueil le plus aisément prévisible devient alors le glissement de l'interprétation scientifique au commentaire politique<sup>33</sup>. Le normativisme apparaît d'ailleurs doublement "rentable" : propre à masquer des lacunes théoriques et des insuffisances empiriques, il renvoie dans l'insignifiant toutes sortes de critiques scientifiquement fondées. Mais ce n'est pas tant le risque d'une déviation de la "neutralité axiologique" de l'étude que la méconnaissance des rapports à l'objet ou des conditions de production de la recherche qui menace d'imposer au chercheur ses cadres d'interprétation des formes non conventionnelles de l'action politique. Citons un antécédent. Pris par "l'irruption de l'histoire", le manuel de sociologie politique publié en 1971 par le jeune professeur Roger-Gérard Schwartzberg (28 ans) apparaît bel et bien, sous le registre du constat, tel un travail de mise en légende de "la politique ailleurs"<sup>34</sup>. L'auteur fait en effet figure de précurseur puisqu'il consacre plus de cinquante pages de son manuel à ce qu'il nomme la "nouvelle culture" et la "nouvelle politique". Il précise ainsi dans un avertissement : "À tous égards, il faut en finir avec l'académisme et désacraliser la politique, en la sortant du tabernacle où l'ont enfermée les légistes. Tout fait culturel (l'art, la condition féminine) a une dimension politique. La politique ne gît pas dans un mausolée. Elle est sans rivages"<sup>35</sup>. La deuxième édition du manuel (1974) fait à nouveau l'éloge des soixante-huitards parés notamment de "la vertu d'insolence" : "Où sont la maturité, la clairvoyance ? Du côté des notables, murés dans leurs programmes, artificiels, superficiels ? Ou du côté des jeunes, qui posent les vrais problèmes (en italique dans le texte), sans conformisme, sans complaisance ?"<sup>36</sup>. Cette manifestation, parmi tant d'autres, du "radical chic" qui consiste à célébrer les cultures socialement inférieures fait sans doute obstacle à la compréhension des causes et des potentialités réelles de l'action politique non conventionnelle<sup>37</sup>. Elle témoigne

32. Bourdieu (P.), dir., *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 11.

33. Si ce n'est à l'action politique : bon nombre de jeunes politistes intéressés à cette nébuleuse incertaine des formes non conventionnelles de l'action politique se retrouvent aujourd'hui parmi les militants publiquement engagés dans le mouvement protétiforme visant la réforme de l'Université. Plusieurs contributeurs de cet ouvrage ne font pas exception...

34. Selon le titre d'un article de R.-G. Schwartzberg publié dans *Le Monde* du 17 juin 1971.

35. Schwartzberg (R.-G.), *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1971, p. VII.

36. *Ibid.*, 1974, p. 393.

37. "Célébration inversée des principes qui font l'ordre social, la pastorale [et plus largement l'exaltation des cultures populaires dont aujourd'hui «le culte du rap»] confère aux dominés une noblesse dont le principe réside — bien qu'elle tente de le faire oublier — dans l'ajustement des dominés à leur condition, dans leur soumission à l'ordre établi et aux principes de hiérarchisation qui le fondent" : Bourdieu (P.) avec Wacquant (L.), *Réponses*, Paris, Seuil, p. 60.



en outre de l'existence possible d'effets de cycle dans la discipline<sup>38</sup>. On retrouve ici avec l'étude des formes non conventionnelles de l'action politique l'opposition récurrente des recherches sur le populaire : oscillant entre un pôle révolutionnaire et un pôle conservateur, la rhétorique de "l'avocat" tantôt misérabiliste ou folkloriste s'oppose au discours indigné du "procureur" ; les points de vue "moraux" constituent sans doute un autre écueil possible des études sur le sujet<sup>39</sup>.

### I - LE PROCÈS DE CONSTRUCTION DES GROUPES ET CAUSES À DÉFENDRE

Toutes les "situations pernicieuses" ne sont pas élevées au rang de problèmes ni a fortiori au rang de problèmes politiques<sup>40</sup>. Mais inversement ce qui fait problème dans le champ politique peut n'avoir aucune consistance dans le champ social dans la mesure même où les hommes politiques développent des intérêts autonomes. "Pour autant, précise Schumpeter dans une perspective d'emblée constructiviste, que se manifestent des volitions collectives authentiques — par exemple la volonté formulée par les chômeurs de recevoir des allocations ou la volonté de les secourir exprimée par d'autres groupes (...). De telles volitions, en règle générale, ne s'affirment pas d'elles-mêmes, directement. Même si elles sont vigoureuses et nettes, elles restent souvent latentes pendant des dizaines d'années jusqu'au jour où elles sont appelées à la vie par quelque chef de parti qui les convertit en facteurs politiques. Il accomplit (ou ses agents accomplissent pour son compte) cette opération d'alchimie en organisant ces volitions, en les surexcitant et en insérant finalement des articles appropriés dans son programme de concurrence électorale. L'interaction entre les intérêts sectoriels et l'opinion publique, ainsi que la façon dont ces fils s'entremêlent pour comprendre la tapisserie que nous appelons « situation politique » apparaissent, quand on se place sous cet angle, sous un jour nouveau et beaucoup plus clair"<sup>41</sup>. Ce point de départ est désormais peu

38. R.-G. Schwartzberg n'est en effet cité ici qu'au titre de représentant d'un "air du temps sociologique" qui a lui-même ses antécédents historiques (en 1962 par exemple G. Vedel dirige un ouvrage collectif sur *La dépolitisation, mythe ou réalité*, Paris, Armand Colin, nous aurions pu citer à la même époque J.-D. Reynaud célébrant la pleïstocratie "Quand les plus démunis et les moins formés prennent la parole, ils ne tiennent probablement pas des discours châtiés, marqués du sceau d'une vieille culture. La mobilisation accrue d'une société, c'est aussi l'arrivée au centre des barbares qu'on maintenait aux frontières" in "Tout le pouvoir au peuple, ou de la polyarchie à la pleïstocratie", *Une nouvelle civilisation ? Hommage à Georges Friedmann*, Paris, Gallimard, 1973, p. 92.

39. Voir l'article ci-joint de G. Mauger ; Mauger (G.), Fossé-Poliack (C.), "La politique des bandes", *Politix*, 14, pp. 27-43 ; ainsi que l'ensemble des contributions des deux numéros de *Politix* 13 et 14, 1991 sur "le populaire et le politique". Grignon (C.), Passeron (J.-C.), *Le savant et le populaire*, Paris, EHESS, Gallimard, Le Seuil, 1989. Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991.

40. Pour reprendre le vocabulaire de M. Edelman : *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil, 1991.

41. Schumpeter (J.), *op. cit.*, pp. 356-357.

original : la réalité politique n'existe pas par nature, elle est le produit d'une construction sociale et politique. Comprendre la production de l'offre politique suppose donc d'étudier, outre les acteurs qualifiés du champ politique, la contribution de petits producteurs (plus ou moins) indépendants, promoteurs de problèmes et de solutions, qui prétendent faire accéder à l'existence politique un groupe et une cause : "Il existe des cas, poursuit Schumpeter, dans lesquels l'organisme politique ne parvient pas à digérer certains problèmes, soit parce que les grands états-majors des forces du gouvernement et de l'opposition sont hors d'état de jauger leur valeur politique soit parce que leur valeur politique est douteuse. De tels problèmes peuvent alors être pris en main par des indépendants (outsiders), qui, plutôt que de servir dans les rangs de l'un des partis existants, préfèrent tenter de conquérir le pouvoir par leur propre moyens. De telles campagnes rentrent, bien entendu, parfaitement dans le cadre de la vie politique normale"<sup>42</sup>. Le jeu politique n'est pas réductible à la compétition pour la conquête de postes électifs ; il passe aussi par la lutte pour la définition légitime du politique, autrement dit par la compétition pour le droit de dire ce qui est politique donc ce qui ne l'est pas. La perspective constructiviste et interactionniste ne saurait pourtant — à elle seule — expliquer les mécanismes de construction de l'offre politique. D'autant que l'entreprise n'est pas toujours dénuée de visées normatives. Ainsi, un retour sur les premières études relatives à la "fonction d'agenda des médias" rappelle que le développement aux États-Unis de ces travaux parmi les plus naïvement constructivistes visent aussi, après 1968, à sauver la "démocratie représentative", en posant en substance la question : Comment le système politique peut-il intégrer les revendications des plus protestataires et ainsi survivre ?<sup>43</sup>. De surcroît, il s'agit déjà parallèlement de sauver, dans le champ universitaire, deux piliers du sens commun savant : d'une part, la "théorie démocratique classique" menacée par les travaux sociologiques qui persistent à conclure, sur le fondement de travaux empiriques difficilement contestables, au désintérêt des profanes, au fonctionnement élitiste de la compétition politique... ; d'autre part, le mythe médiocratique de la toute puissance politique des médias en transférant le "pouvoir" introuvable des médias sur les masses (notamment depuis P. Lazarsfeld) vers les acteurs politiques (qui se verraient imposer leur agenda par les journalistes...).

L'actualité politique demeure le produit fluctuant de l'interaction de prises de positions multiples et multiformes qui doivent elles-mêmes être rapportées aux trajectoires et aux positions de producteurs très inégalement dotés et à une configuration du champ politique donc à une situation historique. Pour comprendre la portée du discours hérétique, il faut intégrer "la dialectique

42. *Ibid.*, p. 371.

43. "If a democratic system is to survive and major changes are to occur without full-scale revolution, it is essential that the principal forces for change participate in shaping the agenda of legitimate controversy", Cobb (R. W.) and Elder (C. D.), "The Politics of Agenda-Building: An Alternative Perspective For Modern Democratic Theory", *The Journal of Politics*, vol. 33, number 3, august 1971, p. 892-915, p. 914.

entre langage autorisé et langage autorisant et les dispositions du groupe qui l'autorise et s'en autorise"<sup>44</sup>. Précisément les promoteurs de cause qui nous intéressent ne font pas *a priori* autorité dans le champ politique et l'on s'attachera à comprendre leurs réceptions dans l'espace politique et médiatique. Comme l'écrit Jean Leca, la redéfinition du politique est affaire de "*rappports de forces entre les différents groupes qui fournissent chacun leur propre détermination (du politique) qui fait surgir la détermination des frontières (du politique)... La détermination concrète d'une relation (sociale) comme relation politique ne peut donc surgir que de la combinaison d'une détermination subjective — qui est le fait des différents acteurs politiques — et d'une détermination objective — fournie par le rapport de forces qu'ils représentent à un moment donné*"<sup>45</sup>. Poursuivant la grille de lecture de Joseph Schumpeter réhabilitant le rôle essentiel du centre politique, nous verrons dans quelle mesure un problème "politique" reste un problème que les professionnels de la politique "*reconnaissent (au double sens) comme tel parce qu'il s'inscrit dans la logique de l'histoire du champ et dans leurs dispositions historiquement constituées pour et par l'appartenance au champ*"<sup>46</sup>. Plus précisément, nous ferons l'hypothèse selon laquelle "*la constitution d'un problème quelconque en enjeu politique sera fonction de sa pertinence au regard des schèmes d'appréciation des agents des champs politiques (...) Certains problèmes (pouvant) de ce fait se trouver exclus du champ de pertinence objectivement circonscrit à un moment donné du temps par l'ensemble des systèmes (et des relations entre les systèmes) symboliques travaillés sur les marchés politiques*"<sup>47</sup>. Contre la fiction démocratique de l'égalité des points de vue politiques, il convient au contraire de souligner l'inégalité fondamentale des rapports instaurés entre les acteurs et les institutions qui font autorité<sup>48</sup> et le reste du monde politique. Ce travail collectif devrait ainsi s'attacher à tenter un rapprochement avec les pistes ouvertes par les *Cultural Studies*<sup>49</sup>. Pour Stuart

44. Bourdieu (P.), *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, p. 152.

45. Leca (J.), "Le repérage du politique", *Projet*, 71, 1, janvier 1973, p. 11-24, p. 16-17.

46. Nous avons opéré une paraphrase d'une expression de P. Bourdieu dans laquelle le champ artistique est substitué au champ politique. "Quelques propriétés des champs" in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 118.

47. Gaxie (D.) et P. Lehingue (P.), *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, CURAPP, 1984, p. 61.

48. Hall (S.), Critcher (C.), Jefferson (T.), Clark (J.), Roberts (B.), *Policing the Crisis. Mugging, the State, and Law and Order*, London, The Macmillan Press Ltd, 1994 (1978), p. 59.

49. En France, les travaux sur les médias qui relativisent les perspectives constructivistes font pour le moins l'objet d'une "*attention à éclipses*", comme l'aurait peut-être écrit R. Hoggart. Les raisons en sont nombreuses depuis le fait que certains de ces travaux "*tombent des mains, relèvent de l'exégèse marxologique la plus soporifique ou du théoricisme pâteux*" (Mattelart A. et Neveu É., "Cultural studies' stories. La domestication d'une pensée sauvage ?", *Réseaux*, 80, 1996, pp. 11-69), par ailleurs difficilement recevable en France après P. Bourdieu, jusqu'au fait que la sociologie française des médias reste toujours sous l'emprise du "*paradigme médiacratique*". Ainsi les articles-bilans, publiés en France sur la littérature d'analyse anglo-américaine en "*communication politique*" passent totalement sous silence les innombrables études qui reprennent l'hypothèse selon laquelle "*la pratique journalistique favorise généralement les intérêts des sources faisant autorité notamment celles qui se situent*

Hall notamment, “au moment de l’élaboration de l’information, les médias se trouvent dans une position de subordination structurale par rapport aux premiers définisseurs (de l’actualité)”, aux “sources autorisées en raison de leur pouvoir institutionnel ou de leur position”, qu’ils soient représentants de groupes d’intérêt, élus politiques (“députés et ministres”) ou “experts”<sup>50</sup>. En temps ordinaires, seule une élite politique extrêmement restreinte accède aux principaux lieux de production de l’actualité politique : “ainsi par exemple le Président des États-Unis est toujours supposé dire des choses «importantes». Cette «importance» va de soi (is taken-for-granted), et un journaliste de Washington qui agirait en fonction d’une supposition contraire perdrait certainement son travail”<sup>51</sup>. En effet, la “réalité” politique, et plus avant les “cadres” de sa formation, s’avèrent être le plus souvent préconstruits, au moins pour partie, par les acteurs et institutions qui ont intérêt à sa définition mais aussi par ceux qui, à un moment précis, bénéficient, dans une configuration particulière ni prévue, ni voulue, de la puissance relative nécessaire pour s’imposer et imposer leurs vues. Ce poids des institutions comprend y compris celui de la Langue contre laquelle l’entrepreneur politique non conventionnel doit éventuellement s’opposer puisque les connotations du vocabulaire commun peuvent d’emblée discréditer son action : “résistants vs terroristes, forces de l’ordre vs forces répressives ou flics”<sup>52</sup>.

On comprend dès lors que le spectre des redéfinitions possibles de ce qui est politique et de ce qui ne l’est pas n’apparaît pas extensible à loisir. Si

(suite note 49) à l’intérieur de l’appareil gouvernemental et étatique”, hypothèse dont P. Schlesinger lui-même (pourtant critique) indique qu’elle “est la découverte essentielle d’une grande partie de la sociologie contemporaine du journalisme” [Schlesinger (P.), “Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d’information et les limites du média-centrisme”, *Réseaux*, 51, 1992 (1990), pp. 75-98, p. 84]

50. “In the moment of news production, the media stands in a position of structured subordination to the primary definers” : Hall (S.), ed., *Policing the Crisis*. op. cit., p. 59. Comme le note P. Schlesinger dans sa critique de S. Hall, la catégorie de “premiers définisseurs”, qui mêle d’ailleurs “députés et ministres”, est extrêmement lâche : l’égalité d’accès au média n’existe pas non plus au sein des personnages “représentatifs”. Par ailleurs, ces chances d’accès dépendent aussi du média escompté, la télévision étant sans doute particulièrement inaccessible. Pour dépasser le modèle (trop) “structuraliste”, P. Schlesinger réfère lui-même “aux idées bienvenues ici” de P. Bourdieu sur le “champ intellectuel” : Schlesinger (P.), art. préc., resp. p. 82 et p. 84 puis pp. 92-93. Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à notre thèse : Darras (E.), *L’institution d’une tribune politique. Genèse et usages du magazine politique de télévision*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université de Paris II, dir. : J. Chevallier, 1998, 2 tomes, 727p.

51. Molotch (H.) and Lester (M.), “News as Purposive Behavior: on the Strategic Use of Routine Events, Accidents, and Scandals”, *American Sociological Review*, vol. 39, 1974, p. 107.

52. Braud (P.), “La violence politique : repères et problèmes” in Braud (Ph.), dir., *La violence politique*, L’Harmattan, p. 22. B. Gaïti rappelle par exemple que la guerre d’Algérie, que d’autres pouvaient considérer comme relevant du “terrorisme de l’État Français”, était officiellement baptisée “opération de police”. Communication au séminaire de formation doctorale du CURAPP, le 16 février 1996. Voir Gaïti (B.), “Les ratés de l’histoire. Une manifestation sans suites : le 17 octobre 1961 à Paris”, *Sociétés Contemporaines*, 18/19, 1994, pp. 11-37.

même le folklore antique peut être érigé en affaire d'État, comme le montre Paul Veyne, tout ne peut pas devenir politique<sup>53</sup> ; ceci, contrairement au mot d'ordre des féministes de 1968 ("*tout est politique*") qui peuvent aujourd'hui, mieux que quiconque, en prendre la mesure. Ce qui n'interdit pas d'importantes disparités dans les définitions nationales du politique dans la mesure où les champs politiques y ont suivi des évolutions historiques singulières.

Nombre de causes resteront aphasiques : "*le monde social, écrit Michel Offerlé, est un cimetière de groupes et de causes latentes non réalisées*"<sup>54</sup>. Il ne suffit évidemment pas d'avoir une (bonne) cause à défendre pour exister politiquement, encore faut-il se faire entendre dans un système politique médiatisé. À l'inverse, bien d'autres entrepreneurs politiques hors-système n'ont aucun intérêt à la médiatisation, qui au contraire, peut s'avérer contre-productive : c'est l'exemple du *Rainbow Warrior* ou celui relevé par Wright Mills des lobbies patronaux ou militaires proches du pouvoir<sup>55</sup>. Reste que pour les premiers, si la condition de la médiatisation est nécessaire, elle reste loin d'être suffisante. Une telle prise de position de l'entrepreneur politique (relativement) indépendant dans l'espace public entraîne une confrontation avec les acteurs et institutions des champs politique et médiatique dont l'enjeu essentiel est sa qualification (du normal au pathologique ; du politique au non politique et vice-versa) et son (in-)succès politique et social. Les professionnels de la politique établis jouent un rôle prépondérant. Ils peuvent ignorer ou réagir à l'action politique non conventionnelle en refusant notamment aux producteurs indépendants le droit de parler politique, "*accusés d'exercice illégal de la politique quand ils parlent politique dans des lieux consacrés (la télévision) sur des sujets consacrés (la crise) sans en avoir les titres*"<sup>56</sup>.

---

53. "*Dans la mesure où la politique n'est pas une chose, n'a pas de contenu, tout peut devenir politique*", note P. Veyne avant de préciser justement la portée de son axiome par la désignation étatique : "*la collectivité peut tout prendre sous son aile par l'organe de son appareil d'État ; dans la mesure où la politique prend un paradoxal contenu qui est de maintenir son organe lui-même, le folklore devient affaire d'État parce que les réjouissances sont croit-on, une menace contre le statu quo politique*". Veyne (P.), *Le pain et le cirque, sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Seuil, 1976, p. 687-693.

54. Offerlé (M.), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, 1994, p. 126.

55. Les capitaines d'industries et les généraux peuvent peser de manière décisives sur certaines décisions politiques au sommet, mais n'ont évidemment aucun intérêt à manifester à travers les médias la réalité de leur proximité au pouvoir central : Mills (C. W.), *The Power Elite*, NY, Oxford University Press, 1956, p. 171. Cf. également : Gans (H.), *Deciding what's news*, New York, Vintage Books Edition, 1980, p. 12.

56. Gaxie (D.) et Lehingue (P.), *Enjeux municipaux, op. cit.*, p. 15. C'est l'exemple cité par les auteurs d'Y. Montand dans son émission *Vive la crise* qualifié de "*Dupont-la-joie de la politique*" ou de "*Madame Soleil de l'économie*" ou antérieurement celui de la candidature Coluche à l'élection présidentielle de 1981 : P. Bourdieu explique ainsi que "*les professionnels, hommes politiques et journalistes, tentent de refuser au «casseur du jeu» le droit d'entrer que les profanes lui accordent massivement (ils sont favorables pour les deux tiers au principe de sa candidature) (...) les fondés de pouvoir sont pris en flagrant délit d'abus de pouvoir*" in "*La représentation politique*", art. préc., p. 7.

Les pratiques étiquetées "*politiques*" — par la science politique elle-même — sont parfois très éloignées de la réalité vécue et du sens attribué à leurs pratiques par les agents eux-mêmes. Comprendre les passages à l'acte *politique*, et y compris le militantisme au sein des partis politiques<sup>57</sup>, suppose d'appréhender des motivations extra-politiques : ainsi par exemple les événements de mai 1968 constituent pour certains de leurs jeunes protagonistes issus des milieux populaires une opportunité offerte de "*draguer les bourgeoises*", "*d'aller à la fac*" ou "*de se faire inviter chez des intellos*", de "*taper du flic*", de multiplier "*beuveries, ripailles et gaudrioles...*"<sup>58</sup>. La révolution décrite par Mona Ozouf mais peut-être plus généralement la politique "*vit dans une surestimation intellectualiste d'elle-même*"<sup>59</sup>. Les insuffisances de l'explication de l'engagement politique en terme de conscience et de volontarisme idéologiques n'impliquent toutefois pas l'absence d'autres formes de rationalités politiques longtemps déniées. S'agissant de "*la politique des bandes*", Gérard Mauger et Claude Fossé-Poliack distinguent une politique de conquêtes (investir un territoire, s'emparer de vivres, menacer ou saper les fondements de l'ordre social) qui peut s'ignorer en tant que telle ; autre illustration, les paysans de Dordogne qui votent rouge six mois après avoir voté Bonaparte font un vote politique, non pas doctrinaire, mais contre les 45 centimes et si le massacre de Hautefoy "*résiste à l'analyse menée à la lumière de la science politique*", de même que les juges refusent d'y admettre "*la rationalité qui ordonne les clivages politiques au sein de la société globale*", il n'en demeure pas moins un phénomène politique<sup>60</sup>. Mais les études de science politique ne sont pas seules à apposer ou imposer du politique ou plutôt une définition officielle du politique là où il n'est pas et à refuser le politique où il peut se trouver. La politisation des pratiques peut être accordée *a posteriori*. L'absentéisme, le sabotage à l'usine ont ainsi pu être décrits comme des pratiques politiques par la presse de gauche<sup>61</sup>. C'est la conversion du "*droit commun*" en "*politique*" : *la violence sauvage devient violence « révolutionnaire », les pugilats, « luttes de classes », le pillage, « récupération », le vandalisme, art décoratif et le tout rébellion, subversion, révolte, résistance, révolution*"<sup>62</sup>. Aux interprétations politiques populistes font écho les désignations "*aristocratiques*" qui tendent au contraire à dépolitiser soit à requalifier pour cette fois disqualifier. Au premier rang, le législateur puis les juges qui répugnent à la qualification politique d'infractions pourtant délibérément revendiquées selon des mobiles

57. Gaxie (D.), "Économie des partis et rétribution du militantisme", *RFSP*, 27, 1, 1977.

58. Mauger (G.) et Fossé-Poliack (C.), "La politique des bandes", art. préc., p. 31.

59. Ozouf (M.), *La fête révolutionnaire. 1789-1799*, Paris, Gallimard, 1976, p. 18.

60. Corbin (A.), *Le village des "cannibales"*, Paris, Aubier, 1990, respectivement p. 41, p. 56 et p. 166.

61. Memmi (D.), "L'engagement politique", art. préc., pp. 363-364.

62. Mauger (G.), Fossé-Poliack, (C.), "La politique des bandes", art. préc., p. 27. Une contribution de *L'aquarium* consacré au thème *Musique et politique* livre une illustration explicite : Le temps des cerises est une chanson d'amour écrite en 1866 par J.-B. Clément dont le sens a été finalement revisité pour devenir le chant politique que l'on connaît, symbole des souffrances de la Commune in *L'Aquarium*, 11/12, 1993, CRAP, Rennes, p. 181.

politiques (assassinats, attentats, injures, provocations...) <sup>63</sup>. Comme le souligne Domenico Menna, l'existence d'un droit à l'insurrection peut être constitutionnellement reconnu, il n'en demeure pas moins que "*le monopole de la violence physique légitime ne se discute pas. Même en démocratie*" <sup>64</sup>. Ce sont à nouveau les agents de l'État (policiers, juges, responsables politiques) mais aussi des journalistes qui s'attachent à transfigurer le massacre d'Hauteffaye réalisé aux cris de "*Vive l'empereur*" en une juxtaposition de crimes individuels.

Mais le procès de (dé-)politisation s'intègre dans le cadre plus large du travail collectif croisé de (dé-)légitimation de l'action politique non conventionnelle. "*La déviance — au sens adopté ici d'action publiquement disqualifiée — est toujours le résultat des initiatives d'autrui*" <sup>65</sup>, Howard Becker rappelle lui que la déviance n'est pas une qualité intrinsèque à certains individus ou à certaines actions mais une catégorie construite selon les points de vues de ceux qui font autorité. Il convient de même de se défaire de la prétention d'une définition intrinsèque de l'action politique non conventionnelle ; on ne peut la définir par l'acteur : les États eux-mêmes peuvent commanditer des actions politiques non conventionnelles : assassinats, attentats... Le caractère non conventionnel et la qualification politique de l'action sont eux-mêmes évidemment variables dans le temps et l'espace.

Le problème de la (dé-)légitimation de l'action politique non conventionnelle par les responsables politiques comme par les journalistes (mais aussi des juges, des savants...) ne se pose pas en terme de cynisme ou de mauvaise foi mais bien de cadres d'interprétation <sup>66</sup> ou de codages historiquement constitués et actualisés par et pour la pratique du journalisme sous la double dépendance de contraintes économiques et politiques <sup>67</sup>. Acteur devenu théoricien de

63. Ce ne sont ni l'élément matériel de l'activité (portant atteinte à l'existence ou à l'organisation de l'État), ni — au niveau subjectif — la prise en compte des mobiles (politiques) du délinquant qui permettent de caractériser à coups sûrs le caractère politique de l'infraction. L'infraction politique apparaît bel et bien comme "*une notion à géométrie variable*" en droit pénal : art. ci-joint de J. Lefèvre.

64. Communication à la journée d'étude du CURAPP, le 22 février 1996. "*Le système politique (de la démocratie représentative)*", résumé Y. Déloye et O. Ihl, *visé en effet à forclure toute forme de violence physique pour y substituer des modes d'expression institutionnalisés : le bulletin de vote, le recours à l'opinion publique, la saisine des tribunaux*" in Braud (P.), dir., *La violence politique*, op. cit., p. 120.

65. Becker (H.), op. cit., p. 186.

66. Au sens assez intraduisible de *media frames*. Pour ne citer que quelques classiques : Altheide (D. L.), *Creating Reality. How TV News distorts Events*, Beverly Hills, Sage Publications, 1977 (1974) ; Tuchman (G.), *Making News : A Study in the Construction of Reality*, New York : The Free Press, 1978 ; Gans (H. J.), *Deciding what's news*, op. cit. ; Hall (S.), "Codage/décodage", art. préc. Le terme de "*cadre*" est généralement utilisé en référence à E. Goffman qui lui renvoie à J. Austin, L. Wittgenstein et surtout G. Bateson (trad : *Vers une écologie de l'esprit*, Paris, Seuil, 1977, tome 1, pp. 209-227) in Goffman (E.), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 (1974), p. 15 et p. 19.

67. Si "*gouverner*", comme l'explique M. Foucault, "*c'est structurer le champ d'action éventuel des autres*", si "*l'exercice du pouvoir consiste à conduire des conduites et à aménager*

l'action politique non conventionnelle<sup>68</sup>, Todd Gitlin suggère une typologie des cadres de la délégitimation politique et médiatique du SDS (*Students for a Democratic Society*) qui peut trouver à s'exporter : *trivialisation* (en mettant l'accent sur le langage, les vêtements, l'âge, le style et les buts du mouvement), *marginalisation* (en présentant les manifestants comme déviants, non représentatifs), *exagération des divisions intestines*, *polarisation* (en insistant sur les contre-manifestations, en assimilant la nouvelle gauche avec les néo-nazis considérés comme équivalents symétriques), *sous-estimation* du nombre de manifestants ou de militants, sous-estimation de l'efficacité des actions, *accentuation des dérapages* notamment de l'usage de la violence pendant les manifestations, en *privilegiant les points de vue de l'opposition au mouvement* notamment ceux des *officiels*, en mettant l'accent sur la présence de communistes, en *ironisant* sur le vocabulaire et les symboles de la nouvelle gauche ou sur leur usage des symboles de l'ennemi (drapeau Viêt-cong)...<sup>69</sup>. Aux ressorts de délégitimation devraient faire écho ceux de la justification des entrepreneurs politiques hors-système dont tout laisse à penser qu'ils sont en nombre limité<sup>70</sup>.

Le petit entrepreneur politique (relativement) indépendant demeure lui aussi contraint de monter en généralité, de grandir, de dé-singulariser, de déssectoriser sa cause et son personnage : le déplacement des frontières, la transsubstantiation du privé au public, du local au national, de l'expérience à l'affaire d'État, du particulier au général apparaît nécessairement fonction des ressources de l'entrepreneur politique non conventionnel. Il faut s'interroger sur les discours mais aussi les soutiens mobilisés pour légitimer le coup de force du porte-parolat qui passe outre l'onction du suffrage universel, l'agrément des partis ou l'habilitation des syndicats<sup>71</sup>.

---

(suite note 67) *la probabilité*", la sociologie politique est sans doute fondée à s'intéresser à la portée, aux conditions d'apparition et d'évolution de ces matrices idéologiques... Foucault (M.), "Le pouvoir ? Comment s'exerce-t-il ?" in Colas (D.), dir., *La pensée politique*, Paris, Larousse, 1992, pp. 751-762, p. 758.

68. Les "marxistes" (mais également les féministes ou les gays) sont nombreux à avoir théorisé leurs propres pratiques politiques non conventionnelles mais demeurent largement ignorés : "tandis qu'il est peu d'ouvrages d'initiation qui ne consacrent plusieurs pages aux élucubrations de *Le Bon*, les marxistes y sont généralement à peine évoqués, alors même que certains éléments de l'approche « mobilisation des ressources » (Oberschall, Tilly) recourent le plus durable des apports de Marx". E. Neveu poursuit : "cette asymétrie signale aussi le malaise des intellectuels devant un héritage théorique désormais tenu pour politiquement peu fréquentable". Neveu (E.), *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 37.

69. Gitlin (T.), *The Whole World is Watching, Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1980, p. 27 et suivantes.

70. Boltanski (L.) avec Darré (Y.) et Schiltz (M.-A.), "La dénonciation", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51, 1984, pp. 3-40. Boltanski (L.) et Thévenot (L.), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

71. Bourdieu (P.), "La délégation et le fétichisme en politique", *Choses dites*, Minuit, 1987. On s'inspirera notamment des deux numéros de *Politix* consacrés aux "causes entendues", 16 et 17, 1992.



## II - L'INÉGALITÉ DES RESSOURCES

Il faut sans doute d'abord veiller à ramener l'entreprise politique non conventionnelle à sa juste proportion. Ne peut-on pas voir dans l'intérêt des chercheurs pour les groupuscules les plus insignifiants, ne serait-ce qu'en terme de nombre d'adhérents, une autre manifestation de cette imposition des centres d'intérêts journalistiques à l'Université ? Si tout travail de recherche est enclin à enfler son objet, ne serait-ce que pour le justifier, il faut sans doute ici plus qu'ailleurs opter pour une approche la plus réaliste possible en esquivant particulièrement les redéfinitions médiatiques de ces entreprises et de leurs potentialités réelles<sup>72</sup>. On peut, pour se prémunir d'une telle tentation, feuilleter les conclusions naïvement optimistes des travaux jaunis publiés sur le sujet dans les années soixante-dix. *A contrario*, l'étude consciente d'entreprises politiques non conventionnelles "ratées" permet, par son originalité, de mettre l'accent sur l'inégalité des ressources<sup>73</sup>.

Les systèmes représentatifs modernes semblent produire avec les années soixante-dix puis particulièrement sous l'effet des transformations de l'économie des médias de "nouveaux" acteurs aidés de "nouvelles" modalités d'action politique intéressées à la promotion de "nouveaux" enjeux, alors que se développent de "nouvelles" tribunes politiques. Mais en matière d'innovation politique, l'usage de l'ancien revisité pour (re-)produire du neuf n'est pas rare. On s'attachera d'abord à rechercher la continuité ou les effets de cycle derrière l'apparence du "néo", du "révolutionnaire"... Pour rendre compte des crises politiques, Michel Dobry explique ainsi : "Il aurait été assurément séduisant, en une formule paraphrasant Clausewitz, d'énoncer ainsi l'hypothèse de la continuité : «La crise (politique) est la continuation de des rapports politiques par d'autres moyens». D'«autres» moyens ? cela n'est pas certain : rien ne nous permet d'affirmer que les moyens mis en oeuvre dans les conjonctures de crise soient radicalement «autres», radicalement différent de ceux qui ont cours dans des conjonctures plus stables"<sup>74</sup>. L'inspiration de l'action politique non conventionnelle peut provenir d'expériences militantes ou partisans préalables : on pense par exemple à la redécouverte de répertoire d'actions politiques improvisés en 1968 par d'anciens soixante-huitards reconvertis dans quelques formules modernisées d'*agit prop* notamment dans la lutte contre le FN ou dans un tout autre registre contre le SIDA. Il faudrait ainsi s'interroger sur la reconversion de ressources proprement politiques dans les milieux associatifs, humanitaires ou même intellectuels (la politique

72. "Tous les intellectuels rêvent d'être des «corrupteurs de la jeunesse»"... précise P. Bourdieu en s'opposant notamment à l'irréalisme politique de J.-P. Sartre. "Il est décevant de dire aux adolescents que leurs intentions subversives sont souvent immatures, c'est à dire onirique, utopique, irréaliste" in *Réponses*, op. cit., p. 166.

73. Voir l'article ci-joint de F. Gallemand sur les "artiste-RMIstes" ou sur l'impossible ajustement, malgré le cautionnement symbolique du chef de l'État *himself*, de ceux qui sont dépourvus de tout ou presque, à l'univers des créations intellectuelles les plus hautes.

74. Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1992, p. 39.

“ailleurs”) de quelques “ratés” ou “décus” du monde politique. Si, comme le souligne Olivier Fillieule, “ceux qui manifestent le plus sont aussi ceux qui votent le plus, ceux qui adhèrent le plus aux syndicats et aux partis”<sup>75</sup>, il faut sans doute rompre avec l’idée selon laquelle l’action politique hors système relèverait d’un répertoire réservé aux exclus de la participation politique classique. Au niveau individuel, “si l’on considère, avec Anne Muxel, la succession des engagements le long du cycle de vie”, il pourrait exister un “continuum” entre actions politiques juridiquement déposées et celles non conventionnelles<sup>76</sup>. Pour ce qui concerne les stratégies visant à utiliser les médias contre les acteurs et institutions politiques peu perméables, le succès de l’entrepreneur de cause pourrait être liée à l’acquisition de propriétés tendanciellement valorisées dans les espaces politiques et journalistiques. D’ailleurs, tout laisse à penser qu’il devra, lui aussi, — plus ou moins rapidement — faire son “apprentissage du politique”<sup>77</sup> et acquérir ces savoir et savoir-faire spécifiques au travers de la confrontation d’hommes politiques et de journalistes : ils doivent s’adapter (par l’anticipation — plus ou moins rationnelle, plus ou moins efficace — des réceptions du cercle politique et médiatique) aux exigences requises (produire de l’originalité, de l’image, prémâcher le travail journalistique...) <sup>78</sup>. Autrement formulé, plus l’entreprise politique non conventionnelle intègre les contraintes de la production journalistique, plus ses chances de réussites sont réelles.

La lutte politique est une concurrence pour le droit de parler au nom des profanes. Mais, comme dans le système économique, la concurrence “pour l’allégeance du peuple” n’est pas parfaite<sup>79</sup>. L’(in-)succès politique d’une “croisade morale” dépend de la qualité sociale de ses soutiens. Howard Becker note par exemple que l’effondrement de la *Woman’s Christian Temperance Union* en faveur de la prohibition est corollaire à la désaffection des femmes des juristes et des médecins<sup>80</sup>. Il ajoute d’ailleurs “puisque les

75. Fillieule (O.), *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, PFNSP, 1997, p. 144.

76. Muxel (A.), “Le moratoire des années de jeunesse”, in Percheron (A.) et Rémond (R.), dirs, *Âge, attitudes et comportements politiques*, Paris, Armand Colin 1990, pp. 224-225 cité *ibid.*, p. 140.

77. Offerlé (M.), “Mobilisations électorales et invention du citoyen : l’exemple du milieu urbain français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle”, dans Gaxie (D.), dir., *L’explication du vote*, Paris, PFNSP, 1985. Voir également *Politix*, 28, 1994, *Le métier d’élu*.

78. Champagne (P.), “La manifestation. La production de l’événement politique”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Juin 1984, 52/53, pp. 19-41. Voir l’article ci-joint de D. Marchetti pour une illustration de cette adaptation aux contraintes médiatiques par Act Up.

79. Schumpeter (J.), *op. cit.*, p. 357.

80. Becker (H. S.), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (1963), p. 178 qui cite une étude de Joseph R. Gusfield, “Social Structure and Moral Reform: A study of Woman’s Christian Temperance Union”, *American Journal of Sociology*, LXI (novembre 1955), p. 223. A. Collovald et B. Gaïti citent judicieusement pour modèle d’une étude de ces soutiens, le travail réalisé par C. Charles à propos des défenseurs de Dreyfus : Charles (C.), *Naissance des “intellectuels”*, Paris, Minuit, 1990 in “Des causes qui «parlent»”, art. préc., p. 10.

*croisades morales sont généralement dirigées par des membres des classes supérieures, ceux-ci ajoutent au pouvoir qui découle de la légitimité de leur position morale le pouvoir qui découle de leur position supérieure dans la société*<sup>81</sup>. Autre illustration de la difficulté de l'indépendance : l'entrepreneur de morale est souvent contraint de recourir aux experts, ne serait-ce que pour retranscrire ses vœux profanes en termes recevables par le champ politique. D'autres expertises peuvent être exigées selon la nature de la cause à défendre : juristes, médecins, ingénieurs...<sup>82</sup>. Mais le terme de "ressources", connoté positivement, ne doit pas tromper : les stigmates les plus apparemment contre-productifs peuvent trouver à s'actualiser dans des configurations appropriées<sup>83</sup>. Les différents types de capitaux ne pouvant jamais être appréhendés indépendamment du marché qui leur procure leur valeur relative. C'est l'exemple du franc-parler, du vocabulaire imagé, de l'humour, du langage des émotions... propriétés caractéristiques des membres des classes populaires qui s'expriment sur les plateaux d'émissions politiques de télévision notamment parce qu'elles rencontrent les intérêts économiques bien compris des chaînes commerciales d'une télévision qui s'apparente de plus en plus à un miroir<sup>84</sup>.

Face au tribunal des "opinions publiques" ou des représentations collectives, les chances de réussite des causes à défendre sont à nouveau très inégales. Nul doute que la lutte contre la pauvreté ou l'enfance maltraitée est de ce point de vue privilégiée par rapport au combat contre le suicide des personnes âgées, contre les accidents du travail dans le BTP, pour les droits des homosexuels ou la lutte contre le SIDA<sup>85</sup>... Emmanuèle Reynaud évoquait, dès 1981, le "militantisme moral" pour célébrer la figure de ces opposants qui doivent aussi changer les valeurs morales de la société, repérables au MLF, au Mouvement Français pour le Planning Familial, au GISTI ou au Groupement de Libération des Homosexuels... : "à travers ce fourmillement se dégage une même signification de fond : l'affirmation de la possibilité et de la légitimité d'une intervention sociale à travers des identités nouvelles, par des voies nouvelles et sur des domaines nouveaux. Toutes ces nouveautés ne constituent pas seulement une curiosité mais peut-être aussi les premiers signes d'un changement des rapports entre les individus, ou les groupes restreints et l'ensemble du tissu social"<sup>86</sup>. Un

81. Becker (H.), *op. cit.*, p.173.

82. *Ibid.*, p. 174

83. Selon N. Élias, la "grandeur" de Louis XIV tient à un paradoxe fort curieux, sa "médiocrité" parfaitement adaptée aux exigences de la situation (*La société de Cour*, p. 128 et suivantes). V. Hugo et K. Marx avaient par exemple insisté "à chaud" sur ce que la carrière politique de "Napoléon le petit" devait à ce qu'ils considéraient être sa grande "médiocrité".

84. Darras (E.), "Un paysan à la télé. Nouvelles mises en scène du politique", *Réseaux*, 63, 1994, pp. 75-100.

85. Du fait pour cette dernière cause de la concurrence entre la définition de la cause et celle des victimes : Pollack (M.), "Constitution, diversification et échec de la généralisation d'une grande cause. La lutte contre le SIDA", *Politix*, 16, 1991, pp. 80-90.

86. Son interprétation demeure problématique en ceci qu'elle prête aux agents sociaux des pensées de savants : "La démarche qui l'inspire (le militantisme moral) pourrait être ainsi résumée : puisque la perpétuation des situations jugées nuisibles repose pour une

imaginaire social pèse sur les conditions de félicité d'une cause même si celui-ci apparaît changeant : les actuelles revendications écologiques, de communication, du refus de la délégation... font parfois oublier que d'autres revendications symboliques de mai 1968 sont tombées en désuétude : le féminisme, le communautarisme, la libération sexuelle... S'il existe des groupes et des causes dont les "prophètes" ne trouvent pas d'écho, c'est aussi parce qu'elles ne rencontrent pas d'horizon d'attente favorable. De ce point de vue, l'entrepreneur de morale qui invoque la morale et la charité chrétiennes (Abbé Pierre, Mère Teresa...) contre la politique n'est guère assimilable à celui qui se heurte frontalement à la Morale (anarchistes, Groupe de Libération Homosexuel...). Les seconds peuvent s'attaquer au système politique, à l'ordre politique et moral que les premiers peuvent au contraire contribuer indirectement à légitimer, comme lorsque l'action humanitaire se substitue à l'action politique.

Plus largement, l'étude du répertoire des formes non conventionnelles d'actions politiques "acceptables" ne peut guère faire l'impasse sur les évolutions socio-économiques et culturelles lourdes telles que la hausse du niveau culturel, l'individuation, l'internationalisation, le processus de civilisation des mœurs qui se traduit, selon Norbert Elias, par l'accroissement de la sensibilité des occidentaux (répugnance croissante envers ce qui touche à la violence, à la mort, à la douleur, au corps...) <sup>87</sup> ou encore le processus lié de rationalisation : un système de domination politique légitimé par des croyances fondées sur les règles de la Raison peut tolérer de plus en plus difficilement la violence politique ou même la corruption des milieux politiques (lobbying) ; Max Weber indiquait qu'une caractéristique de la domination légale devient la sujétion des démocraties modernes à des normes abstraites politiques ou éthiques <sup>88</sup>. Autant d'évolutions qui, comme pour l'action collective, tendent à condamner certaines formes non conventionnelles d'action politique (violence politique) et à en privilégier d'autres (cf. *infra*).

L'usurpation du porte-parolat repose aussi sur la certitude subjective du prophète qui doit croire dans le caractère impérieux de son message et de sa mission. Eu égard à ses prétentions parfois révolutionnaires, une attention toute particulière devrait être accordée à l'idée qu'il se fait de lui-même et de sa valeur. Pour autant, le coup de force de la délégation passe, comme le souligne Pierre Bourdieu, par l'annulation de soi au profit du groupe que le mandataire peut opérer en toute bonne foi et modestie. De surcroît, tout laisse à penser qu'il doit, par certains aspects au moins, ressembler à ses mandants.

---

(suite note 86) *part, sur la « participation » de celui qui en souffre ou la dénonce, il est urgent et utile d'agir sur cette participation. L'explicitation permet de remettre en cause ce qui était intériorisé ; la transgression des normes permet de faire apparaître leur réalité et leur solidité*, Reynaud (E.), "Le militantisme moral", in Mendras (H.), dir., *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980, p. 284.

87. Elias (N.), *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 235 et suivantes. Collovald (A.) et Gaïti (B.), art. préc., p. 20.

88. Weber (M.), *Économie et société*, op. cit., p. 383.

Faire don de soi (à la cause et au groupe) peut se comprendre au premier degré et une attention particulière devrait être accordée aux usages revendicatifs du corps : se coucher sur la voie, s'enchaîner, s'exhiber, mettre en scène l'émotion(-nel), faire la grève de la faim<sup>89</sup>... Plus systématiquement, l'annulation de soi au profit du groupe exige une gestion serrée de ses affects, de son corps : c'est parce qu'il devient le corps mystique du groupe que le corps biologique du mandataire doit s'annuler<sup>90</sup>. D'ailleurs, l'homme politique lui-même, depuis plusieurs siècles, se caractérise par une presque parfaite maîtrise de soi : qui pourrait gouverner l'État s'il ne sait gouverner son corps ?<sup>91</sup>. On pourrait, au travers de l'étude des entrepreneurs politiques non conventionnels, tenter de repérer certaines de ces transformations d'ordre émotionnel ou corporel.

Le succès politique et médiatique des porte-parole hors-système produit sans doute des effets en retour sur la cause, le groupe et le porte parole dont il convient également de rendre compte (raffermissements identitaires, modifications organisationnelles, adaptations des objectifs et des moyens, "*la métamorphose psychologique des chefs*"<sup>92</sup>...). Sans jamais douter de "*la ferveur morale naïve qui est caractéristique du créateur de normes*", Howard S. Becker constate pourtant, dans une perspective cruellement mais utilement matérialiste, que "*quand un individu a réussi dans son entreprise pour faire établir une nouvelle loi — quand il a découvert, si l'on peut dire, le Graal — il se retrouve sans emploi*"<sup>93</sup>. Ce "*destin des croisades morales*" peut s'avérer d'autant plus dramatique que la "*raison d'être*" de l'entrepreneur de morale avait débouché sur une organisation. Ceux-ci sont alors contraints à la reconversion ou à la faillite. En conséquence, il faut certainement rechercher dans les intérêts particuliers dissimulés par l'intérêt collectif comme dans la dynamique propre de la "*croisade morale*", certaines tentatives visant paradoxalement à la brider.

On ne saurait, pour en finir provisoirement avec ce cadre programmatique indéfini, méconnaître les profits que la domination politique peut retirer des actions de résistances et plus généralement de celles instigatrices du désordre : attribution des pleins pouvoirs (construction d'une légitimité charismatique du responsable de l'ordre), répression et épuration des opposants, récupéra-

89. Sur les conseils de C. Haroche. Sur le répertoire de la grève de la faim, cf. Siméant (J.), "La violence d'un répertoire : les sans-papiers en grève de la faim" in Braud (P.), dir., *op. cit.*, pp. 315-338.

90. Sur le principe du double corps du roi...

91. Haroche (C.), "Se gouverner, gouverner les autres", *Communications*, 58, 1993, pp. 51-69.

92. Michels (R.), *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971, pp. 151-156 et pp. 196-207.

93. Becker (H.), *op. cit.* respectivement p. 183 et 177. Des spécialités peuvent même naître de la défense d'une cause politique délaissée. Citons les sexologues californiens ou plus récemment l'écologue ou le rudologue spécialiste du traitement des déchets...

tion de l'innovation politique, raffermissements identitaires<sup>94</sup>, rappel des hiérarchies sociales et politiques (rites d'inversion ou effet de vaccine), justification des coûts et de l'utilité du système de domination, dissuasion, diversion<sup>95</sup>, amélioration du rendement des mécanismes et agents de la domination.

### III - LES RENDEMENTS DE L'ACTION POLITIQUE PÉRIPHÉRIQUE

Bien que disposant du monopole de la violence physique légitime et du pouvoir d'édiction de la Loi, ceux qui parlent au nom de l'État peuvent répugner à son usage coûteux et risqué. Certaines dispositions du nouveau code pénal rappellent néanmoins si besoin était, que les responsables politiques en place peuvent toujours voter des modalités de répression de l'action politique non conventionnelle concurrente : une peine spécifique est prévue pour le terrorisme écologique, des amendes de 25.000 à 50.000 francs punissent les tags...<sup>96</sup>. Mais la logique de répression s'accompagne classiquement d'un travail d'intégration politique, plus ou moins long et plus ou moins fidèle, des innovations produites à la périphérie.

Les techniques, les leaders, les préoccupations et les clientèles des entreprises politiques non conventionnelles peuvent sinon être récupérées ou instrumentalisées au moins être "transfigurées"<sup>97</sup> par les représentants les plus légitimes de l'univers politique : "il arrive très fréquemment, remarque Max Weber, que des minorités qui ont recours à la violence ou agissent sans ménagement en pleine conscience de leur but octroient des règlements qui seront par la suite reconnus comme légitimes par ceux qui s'y sont opposés initialement"<sup>98</sup>. Pour travestir la trilogie d'Hirschman, au registre du *voice*, l'action politique directe peut faire se succéder l'auto-dissolution (*exit*) ou l'intégration (*loyalty*). L'étude de la genèse des pratiques et institutions politiques aujourd'hui les mieux cristallisées rappelle ainsi le caractère chaotique et extra-"politique" de leurs formes primitives qu'il s'agisse de la grève<sup>99</sup>, de la

94. L'action collective d'éclat fédère le groupe dans une "émotion forte" (pour R. Girard le péché originel de violence pourrait être au fondement des sociétés : *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972). Dans le même temps, les manifestations de violence distinguent des groupes en désignant l'ennemi (notamment celui "de l'intérieur") et en réaffirmant de part et d'autre les oppositions identitaires (eux/nous).

95. Pour paraphraser Mirabeau, sans les fêtes et nombre d'autres "désordres", la vie ordinaire apparaîtrait ce qu'elle est en effet : "un tronc informe et cadavéreux". Le marquis pressent encore que l'excès ponctuel permet de garantir l'ordre en temps normal et cimente la communauté. Cité par Ozouf (M.), *op. cit.*, p. 11.

96. Voir sur ce point les contributions ci-jointes de S. Enguéléguélé et J. Lefévre.

97. CURAPP, *Le "social" transfiguré*, Paris, PUF, 1990.

98. Weber (M.), *Économie et société*, *op. cit.*, p. 37.

99. Perrot (M.), *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*, Paris, Seuil, 1984.

manifestation<sup>100</sup>, de la fête nationale<sup>101</sup>, des partis politiques<sup>102</sup>... alors que certaines actions politiques autrefois répandues sont tombées en désuétude. Charles Tilly a ainsi pu illustrer la dépréciation progressive du répertoire "*communal et patronné*" (charivari, batailles entre villages, sacs, actes de justice populaire...) de l'action collective en France de 1650 à 1850 au profit du répertoire actuel caractérisé par le cadre national et l'autonomie des actions<sup>103</sup>. Michel Offerlé et Érik Neveu suggèrent plusieurs pistes susceptibles de faire évoluer le modèle pour une lecture d'une éventuelle troisième génération de répertoire<sup>104</sup>. À l'instar de l'institutionnalisation des avant-gardes artistiques dont, par analogie, on pourrait ici s'inspirer avec profit<sup>105</sup>, l'action politique non conventionnelle semble inévitablement menacée par son intégration dans les institutions politiques légitimes<sup>106</sup>.

Comme les histoires drôles, les rumeurs ou les "*scandales*" consacrés aux "*puissants de la terre*" — notamment quant à leur sexualité — se montrent ambivalents, à la fois outrageant et glorifiant (virilisant). Nombre de ces discours politiques non conventionnels *a priori* dévalorisants sont ainsi à double fond, c'est l'exemple notamment de l'équivoque du "*sexe symbole*" des pays d'Afrique et d'ailleurs<sup>107</sup>. C'est le paradoxe de la caricature "*art de la charge, de l'outrance, par là connoté au subversif... (prise dans) son besoin existentiel d'immersion dans une doxa, des stéréotypes*"<sup>108</sup>. Parce que tout récit est un piège, nombre d'autres formes non conventionnelles d'action politique rencontrent inévitablement cet équivoque<sup>109</sup>.

100. Par exemple : Guillemin (A.), "Doucement, c'est quand même une femme. Remarques sur le statut de la violence dans les manifestations paysannes", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 42-48.

101. Même si d'emblée note M. Ozouf, la violence elle-même dans ces premières fêtes nationales est "*souvent toute symbolique (...)* on sort les couteaux plus souvent qu'on s'en sert : il s'agit de montrer ce qu'on pourrait en faire" in Ozouf (M.), *op. cit.*, p. 51. Cf. également : Ihl (O.), *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1995.

102. Michels (R.), *op. cit.*

103. Tilly (C.), *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986. Tilly (C.), "Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne", *XXème siècle*, 4 1984.

104. Caractérisé par une dimension internationale des mobilisations, par la montée des logiques d'expertise et de la dimension symbolique et mieux adapté aux attitudes de réticence à l'égard des délégations de pouvoirs : Neveu (É.), *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, pp. 23-24, qui renvoie également aux suggestions de M. Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, *op. cit.*

105. Sur les conseils de G. Mauger.

106. Voir notamment l'ensemble des contributions des ouvrages du CURAPP, *Centre Périphérie, Territoire*, *op. cit.* et *L'institution*, *op. cit.* Pour une illustration de ce "*libéralisme digestif*" qui oppose aux mouvements punk une "*résistance souple*" visant à "*transformer les forces contestataires en forces marchandes et commerciales*" : Perroux (G.), "Art et institution : l'exemple du mouvement Punk", in *L'institution*, *op. cit.*, pp. 327-358, p. 355.

107. Bourmaud (D.), "Le pouvoir au risque du sexe", *Politique africaine*, 59, octobre 1995. Cf. M. Enguéléguélé, art. ci-joint.

108. Delporte (C.), Millot (V.), Neveu (E.), "Présentation", *Mots*, 48, "Caricatures politiques", 1996, p. 11.

109. Marin (L.), *Le récit est un piège*, Paris, Minuit, 1978.

Il faut donc honorer l'invitation au voyage ou au détour que les historiens et anthropologues du politique font aux politistes toujours trop "provincia-listes" dans leurs objets et qui mésestiment notamment les liens entre pouvoir et corps, pouvoir et sexe, pouvoir et "théâtrocratie", pouvoir et désordre<sup>110</sup>. Les anthropologues ont ainsi mis l'accent sur le rôle paradoxal du désordre politique créé par les rituels d'inversion pour régénérer à date fixe la légitimité de l'ordre politique établi. La fausse opposition naïve entre ordre et désordre recoupe ces couples notionnels cent fois déclinés ou réinventés sous diverses formules depuis la complémentarité paradoxale repérée par Nietzsche entre Apollon et Dionisos<sup>111</sup>. En réalité, comme le résume Georges Balandier, "l'ordre et le désordre de la société sont comme l'avant et le revers d'une monnaie, indissociables"<sup>112</sup> ; "non seulement, relève Jacques Chevallier pour souligner cette étroite imbrication dialectique, complexe et dynamique, de l'ordre et du désordre, l'ordre ne peut être défini que par opposition au désordre qu'il combat, et le désordre n'a de sens que rapporté à l'ordre qu'il récuse, mais encore l'ordre est produit à partir du désordre, qui renaît lui-même sans cesse de l'ordre institué"<sup>113</sup>. Les États africains étudiés par Max Gluckman multiplient les rituels de rébellion soit l'encadrement maîtrisé d'une inversion parce que "la ruse suprême du pouvoir est de contester rituellement pour mieux se consolider effectivement"<sup>114</sup>. L'encadrement politique vise à domestiquer les pratiques politiques dérangeantes dans un temps et un espace propre : l'entropie menaçant tous les ordres politiques, ceux-ci sont contraints à une certaine forme d'autodestruction circonscrite dans des limites fixées par l'ordre politique lui-même, pour ainsi renaître de ses cendres<sup>115</sup>. L'inversion ne s'apparente pas à la subversion et certaines fêtes médiévales sont "conçues

110. Balandier (G.), "La politique des anthropologues" in Grawitz (M.) et Leca (J.), *Traité de science politique*, op. cit., t.1, pp. 309-334, p. 311 ; Balandier (G.), *Le détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985.

111. "Il est des gens, écrit par exemple Nietzsche, qui, faute d'expérience ou par sottise, se détournent de tels phénomènes [les danses de la Saint-Jean ou de la Saint-Guy...] avec des ricanements ou des mines apitoyés et, forts de leur propre santé, les taxent de «maladies populaires». Ces malheureux ne soupçonnent pas l'aspect cadavérique et fantomatique que prend leur «santé» quand, rougeoyant de vie, le cortège dyonisien passe à côté d'eux". "Comme les roses fleurissent sur les ronces", l'ordre olympien se nourrit du désordre dyonisien : Nietzsche (F.), *Naissance de la tragédie*, Paris, Gallimard, 1979, resp. p.21 et p. 29. *Naissance de la tragédie* aurait inspiré le principal théoricien de l'opposition entre Nature et Culture, S. Freud. *Ibid.*, p. 9.

112. Balandier (G.), *Le pouvoir sur scène*, op. cit., p. 95.

113. Chevallier (J.), "Le modèle centre/périphérie dans l'analyse politique", art. préc., p. 4. Voir également : Chevallier (J.), "Présentation" in CURAPP, *Désordre(s)*, op. cit., pp. 5-14.

114. Balandier (G.), *Anthropologie politique*, Paris, PUF, p. 50 qui évoque ainsi les lois "d'une thermodynamique sociale" (in *Le pouvoir sur scène*, op. cit., p. 52). L'effet de vaccine théorisé par R. Barthes est parfaitement analogue : ainsi par exemple exhiber les espaces privés des puissants s'apparente au déguisement et magnifie d'autant l'extra-ordinaire du personnage Cf. Darras (E.) "Espaces privés à usages politiques", in CURAPP, *Le for intérieur*, Paris, PUF, 1995, pp. 378-397, p. 395.

115. Dont l'illustration extrême demeure sans doute les rituels du cannibalisme d'État chez les aztèques : Duverger (C.), *La fleur létale. Économie du sacrifice aztèque*, Paris, Seuil, 1979.



comme de véritables liturgies civiles, mettent en scène les hiérarchies constitutives de la société, afin de les exposer et de les confirmer ou de les contester symboliquement dans ces pantomimes sacrées que sont la célébration de l'Ane ou celle des Fous<sup>116</sup>. Il peut néanmoins arriver que la thérapeutique du rituel d'inversion rate et débouche sur une véritable remise en cause de l'ordre politique et social comme ce jour de février 1580 au carnaval de Romans, lorsque que les meurtres symboliques, l'échange des rôles et femmes deviennent réalité, que les pauvres et les jeunes réclament le massacre des élites et la redistribution des richesses<sup>117</sup>.

Si l'émeute remplit elle-aussi une appréciable fonction de conservation de l'ordre politique parce qu'"elle échoue toujours et meurt dans la répression", elle fixe néanmoins "des limites à la domination" en manifestant le recours toujours possible au rapport de forces physiques<sup>118</sup>. Actualisations de l'intérêt des agents de l'ordre pour le désordre, il existe parfois de véritables collusions stratégiques : Claude Fossé-Poliack et Gérard Mauger le montrent à propos de ces "adversaires-partenaires" que sont les policiers et les "loubards"<sup>119</sup>, de même que Martin Sanchez-Jankowski évoque l'intérêt commun bien compris entre les gangs des grandes villes américaines et les personnels politiques et administratifs locaux pour une violence mesurée ou mieux appropriée<sup>120</sup>.

Les actions politiques non conventionnelles peuvent, en se trompant de cibles, rendre d'appréciables services aux autorités administratives et politiques régulières. L'imputation, la personnification et la simplification des responsabilités opérées par exemple par certaines associations de lutte contre le SIDA<sup>121</sup> ou, dans un tout autre registre, la focalisation contre Jean-Marie Le Pen (groupes rap et rock alternatifs, SCALP, Ras l'front...) mais aussi les émeutes urbaines localisées dans les quartiers "sensibles"... contribuent sans doute mal à une meilleure compréhension des problèmes (de la décision en matière de santé publique, de la montée du fascisme, du chômage des jeunes...) et peuvent s'avérer contre-productives ; il est en effet vraisemblable que ces entrepreneurs politiques profanes travaillent *volens volens* à déplacer les causes de ces problèmes et phénomènes donc à faire oublier les responsabilités qui peuvent se trouver précisément au coeur du système politique et

116. Balandier (G.), *Le pouvoir sur scène, op. cit.*, p. 44. C'est nous qui soulignons.

117. Le Roy Ladurie (E.), *Le Carnaval de Romans. De la Chandeleur au mercredi des Cendres 1579-1580*, Paris, Gallimard, 1979. G. Balandier cite ce "ratage" (*Ibid.*, p. 130) ; il faut néanmoins souligner, avec E. Le Roy Ladurie, que ce "déravage" a précisément été largement orchestré par le juge Guérin, le leader des gens de bien, soucieux de pouvoir se livrer ensuite à une épuration d'envergure et ainsi se débarrasser physiquement de plusieurs centaines de paysans et ligueurs comme des chefs du parti populaire. Illustration explicite de l'intérêt des représentants de l'ordre pour le désordre (cf. *infra*).

118. Balandier (G.), *Ibid.*, p. 142.

119. Mauger (G.), Fossé-Poliack, (C.), "Les loubards", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 50, 1983, pp. 49-67, p. 61.

120. Sanchez-Jankowski (M.), article ci-joint.

121. Champagne (P.) et Marchetti (D.), art. préc. Marchetti (D.), art. ci-joint.

administratif. De même, l'étude comme l'exhibition politique et journalistique des actions politiques les plus illégitimes font parfois diversion et occultent d'autres "problèmes" : l'intérêt récurrent des universitaires et des journalistes pour la violence politique populaire au détriment de la violence d'État est suffisamment explicite<sup>122</sup>. Citons une dernière fois Alain Corbin pour qui la publicité faite autour du supplice d'Hauteffaye atténuée les "carnages effroyables de la guerre, les affres du siège, les histoires de francs-tireurs brûlés vifs à Chateaudun...". Plus avant, il convient de ne pas prendre pour argent comptant les discours et la bonne volonté "révolutionnaire" des entrepreneurs politiques non conventionnels qui peuvent en toute méconnaissance et bonne foi oeuvrer pour le maintien de l'ordre symbolique dominant. "Les hippies ressemblent, en dépit des apparences, à leurs parents" et comme le souligne encore Jean-Louis Fabiani, la Californie est aujourd'hui "la terre d'élection du néo-conservatisme et du néo-individualisme"<sup>123</sup>.

Une relation de domination durable suppose l'entretien de l'intérêt à obéir du dominé. Max Weber note ainsi qu'une relation de pouvoir implique une relation d'échange, une sorte de contrat passé entre le(s) dominant(s) et le(s) dominé(s)<sup>124</sup>. Émile Durkheim évoque lui "l'habile artifice du pacte social"<sup>125</sup>, rappelant en outre que "tout n'est pas contractuel dans le contrat"<sup>126</sup>. L'illustration la plus aboutie de cette contractualisation de la domination se trouve désormais dans l'évolution des rapports de domination salariale passés de la gestion militaire ou du paternalisme industriel au *management*<sup>127</sup>. Certaines

122. Voir sur ce point les conclusions de Perrot (M.), *op. cit.*. La violence physique n'a pas disparu soudainement au XIX<sup>e</sup> siècle mais elle devient le fait de l'État en guerre et de l'État de la répression (3000 morts en juin 1848, entre 20 et 25000 en mai 1871). Or, la figure du monstre construite par la psychologie des foules et ses succédanés contribue à justifier la répression des classes dangereuses : Barrows (S.), *Miroirs déformants. Réflexions sur la foule en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1990, pp. 135-136. La déréalisation de la violence d'État et inversement la stigmatisation de la violence populaire est le fait de tous les agents de l'État, juges, bourreaux (la guillotine), ou savants. A. Corbin consigne ainsi la pasteurisation de la violence d'État et la dépolitisation de scènes de violence populaire dont celle du massacre d'Hauteffaye par les historiens de la République empressés de réintroduire à bon compte l'explication des juges. Un siècle plus tard, les explications journalistiques, notamment télévisuelles, et savantes des émeutes de Los Angeles consécutives au passage à tabac de Rodney King par les policiers se refusent toujours à les qualifier de mouvements de protestation politique, conformément aux vues "de la plupart des pontifes conservateurs et libéraux" : Gooding-Williams (R.), "Look, A Negro !" in Gooding-Williams (R.), Ed., *Reading Rodney King. Reading Urban Uprising*, New York, London, Routledge, 1993, p. 170.

123. Fabiani (J.-L.), "La contre culture est-elle morte ?", *Universalis, Encyclopaedia Universalis*, 1985, pp. 235-237.

124. M. Weber qui explique notamment : "L'opposition entre règlements établis par contrat et règlements octroyés est purement relative (...) La croyance en la légalité de règlements établis par contrat remonte loin dans l'histoire car on la rencontre parfois même chez les peuples dits primitifs, mais presque toujours complétée par l'autorité d'oracle" in *Économie et société*, *op. cit.*, 1973, p. 37.

125. Durkheim (E.), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1992, p. 120.

126. Durkheim (E.), *De la division du travail social*, *op. cit.*, p. 189.

127. Boltanski (L.), "America, america..., le plan Marshall et l'importation du

formes d'action politique non conventionnelle parmi les plus visibles, certaines manifestations de cette "avant-garde démocratique"<sup>128</sup> élaborées par les responsables politiques en place eux-mêmes, tendent à affiner cette nécessaire contractualisation entre ceux qui parlent au nom de l'État et ceux qui lui sont assujettis. La domination politique obtient ainsi un meilleur rendement, en cela qu'elle associe — plus ou moins directement et fictivement — les dominés à leur propre domination ou les contestataires à l'ordre politique. Ce sont les exemples des mouvements écologiques ou régionalistes convoqués aux commissions de réflexion et aux décisions à l'échelon préfectoral<sup>129</sup>, des conseils municipaux associés de jeunes, d'immigrés<sup>130</sup>, des questionnaires Balladur<sup>131</sup> puis Allègre ou des consultations des usagers de l'administration etc. Les réactualisations périodiques du mythe d'une démocratie directe bientôt réalisée, qu'il s'agisse de la philosophie d'un "nouveau contrat social", d'une "démocratie d'opinion", de l'émergence de "la négociation permanente", celle du "mythe communicationnel" comme solution à une soi-disante crise de la "démocratie représentative"<sup>132</sup> pourraient ainsi servir à l'entreprise de justification de cette forme supérieure de domination "politique".

Eric DARRAS

ATER à l'Université de Panthéon Sorbonne (Paris 1)

---

(suite note 127) «management», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 1981, pp. 19-41. Certains auteurs perçoivent cette évolution mais la retraduisent sous le registre normatif du progrès démocratique : significativement H. Mendras confie ainsi la conclusion de l'ouvrage collectif *La sagesse et le désordre* à un sociologue du travail, J.-D. Reynaud, qui croit pouvoir extrapoler les conclusions de ses travaux sur le mieux-disant démocratique des ateliers à la société politique passée désormais du "contrat social à la négociation permanente", in Mendras (H.), dir., *op. cit.*

128. Blatrix (C.), article ci-joint.

129. Spanou (C.), *Militants et fonctionnaires : l'administration et les nouveaux mouvements sociaux*, Paris, L'Harmattan, 1991.

130. Delemotte (B.) et Chevallier (J.), *Étranger et citoyen. Les immigrés et la démocratie locale*, Paris, L'Harmattan, 1996. Voir l'article ci-joint de C. Blatrix.

131. Mauger (G.), "La consultation nationale des jeunes. Contribution à une sociologie de l'illusionnisme social", *Genèses*, 25, 1996, pp. 91-113.

132. Neveu (É.), "La dynamique des médias dans la construction sociale de la «crise de la représentation»", *L'Acquarium*, 10, 1991, pp. 6-24 ; Lacroix (B.), "La «crise de la démocratie représentative en France». Éléments pour une discussion sociologique du problème", *Scalpel*, 1, 1994, pp. 6-29 ; Neveu (E.), *La société de communication*, Paris, Montchrestien, 1997.